

Grand angle

Médicaments

Le Maroc, future «Grande pharmacie» de l'Afrique de l'Ouest

● Le médicament se dote d'une politique publique et d'un écosystème dédié, deux instruments pour réussir la conquête d'un marché ouest africain de 350 millions d'habitants.

L'industrie pharmaceutique marocaine a reçu un visa d'entrée pour le marché de huit pays d'Afrique de l'Ouest. Les Assises du médicament et des produits de santé ont été l'occasion pour le gouvernement de signer des accords de coopération avec le Sénégal, le Tchad, le Congo-Brazzaville, le Gabon, la Gambie, la Guinée-Bissau et la Guinée Conakry. L'industrie pharmaceutique exporte 10% de sa production vers l'Afrique subsaharienne, des pays européens, et des pays du Golfe. L'objectif fixé est de porter la part de l'export à 40% de la production.

Le cahier des charges des donneurs d'ordre

«Le Maroc est parmi les pays les mieux indiqués pour jouer le rôle de Grande pharmacie en direction de tout le continent africain», propose Michel Sidibé, directeur exécutif de l'ONUSIDA. L'ambition africaine de l'industrie pharmaceutique marocaine s'inscrit dans la stratégie nationale pour renforcer les liens économiques entre le Maroc et les pays de l'Afrique subsaharienne. «Ces investissements portent sur plusieurs secteurs stratégiques pour le développement des pays africains, notamment, l'industrie pharmaceutique», souligne El Haussaine Louardi, ministre de la Santé. Parmi ses investissements, l'unité de production de Sothema au Sénégal. Mais, l'industrie nationale a-t-elle les capacités pour concurrencer les géants internationaux déjà installés dans cette partie du monde ? «Le secteur dispose du savoir-faire et des RH nécessaires pour réussir cette internationalisation. La volonté politique, de très haut niveau et l'accompagnement des banques, nous aident dans cette démarche. À nous de prospecter ces marchés et donner un nouvel élan à notre industrie», ré-



pond Mohamed Houbachi, président de l'Association marocaine du médicament générique (AMMG). Le cahier des charges des donneurs d'ordre africains se compose de deux mots : qualité et accessibilité du médicament. «Au Gabon, nous avons des problèmes de coût des médicaments, de la régularité des approvisionnements et de conservation. Nous cherchons à trouver des industriels qui peuvent mettre sur le marché des médicaments de très bonnes qualités et accessibles», exige Paul Biyoghe Mba, le vice-premier ministre gabonais, en charge du département de

la Santé. Pour répondre à ces requêtes, le gouvernement annonce la mise en place d'une Politique pharmaceutique nationale (PPN) et prochainement d'un écosystème industriel du médicament. «Notre continent a besoin de se serrer les coudes pour pouvoir, à terme, atteindre l'autosuffisance dans bien de domaines. Pour y arriver, le ministère va accompagner les opérateurs du secteur qui souhaitent avoir une dimension panafricaine», annonce Moulay Hafid Elalamy, ministre de l'Industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique.

10 objectifs et 35 engagements

«Notre politique se fixe 10 objectifs qui ont trait, entre autres, aux prix des médicaments et des produits de santé et à leur usage rationnel», souligne Louardi. Et d'ajouter : «Ces 10 objectifs ont été déclinés en 35 engagements politiques que le ministère s'efforce d'honorer dans la progressivité, et dont certains sont actuellement déjà concrétisés». Parmi les mesures déjà entrée en vigueur, la réduction des prix d'environ 2.000 médicaments, avec des «diminutions allant de 20 à 80%», annonce le ministère. Ainsi que la révision de l'arsenal juridique de ce secteur, avec 20 textes législatifs et réglementaires.

PAR SALAHEDDINE LEMAÏZI
s.lemmaizi@leseco.ma

L'Écosystème du médicament signé en janvier 2016

Les 4 écosystèmes du médicament sont fin prêts. Les opérateurs ont reçu la copie finale, la semaine dernière. Moulay Hafid Elalamy annonce la signature officielle de cette composante du Plan d'accélération industrielle (PAI) en janvier prochain. «Nous allons consacrer le 1er trimestre 2016 à ce secteur», annonce-t-il. Pour le ministre de l'Industrie, «ce secteur connaîtra une grande transformation. Nous avons découvert ensemble la capacité de démultiplier les possibilités existantes». Les 4 écosystèmes retenus sont le développement des biotechnologies et biosimilaires, les essais cliniques, les médicaments et les dispositifs médicaux. Une seule étape reste à franchir pour finaliser cette feuille de route, le feu vert du ministère des Finances. «C'est un examen que nous allons réussir ensemble», rassure Elalamy. Cet écosystème vise à créer 3.900 nouveaux emplois et générer 10,6 milliards de DH de CA additionnels. Le ministère réserve une enveloppe de 400 MDH pour soutenir ce secteur.



Cet événement constitue, pour nous l'aboutissement de tout un processus national de consultation et de convergence des points de vue et des propositions d'actions ayant débouché sur l'élaboration, pour la première fois au Maroc, d'une Politique pharmaceutique nationale qui nous a permis de cadrer notre vision et d'engager un chantier de réforme d'envergure dans le secteur pharmaceutique.

El Haussaine Louardi,
Ministre de la Santé

L'industrie pharmaceutique exporte 10% de sa production vers l'Afrique subsaharienne, des pays européens, et des pays du Golfe.



L'industrie pharmaceutique au Maroc est d'un niveau international, avec des normes de qualité reconnues. Ces Assises étaient une occasion de montrer tout notre savoir-faire aux responsables d'autres pays africains. Nous sommes ouverts à eux pour toute coopération, qu'elle soit pour des échanges commerciaux ou un soutien technique. Plusieurs laboratoires disposent déjà d'échanges très dynamiques avec ces pays, francophones et anglophones. Les réformes réglementaires entamées par l'actuel ministre nous ont permis de renforcer la confiance de notre marché national ainsi que de notre offre exportable.

Ali Sedrati,
Président de l'AMIP